INTERNATIONAL +
ISRAËL

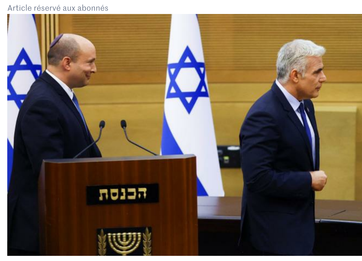
Israël se prépare à ses cinquièmes élections en moins de quatre ans

Le premier ministre Naftali Bennett a acté la fin de son gouvernement, lundi 20 juin, plongeant le pays dans une nouvelle crise politique.

Par Louis Imbert (Jérusalem, correspondant)

Publié aujourd'hui à 11h57

Article réservé aux abonnés



Le premier ministre israélien Naftali Bennett et le ministre des affaires étrangères Yaïr Lapid, à la Knesset, le Parlement israélien, à Jérusalem, le 20 juin 2022. RONEN ZVULUN / REUTERS

Le gouvernement de Naftali Bennett pouvait tenir encore quelques jours, quelques semaines tout au plus. Mais sa chute était écrite. Lundi 20 juin, le premier ministre israélien a préféré en finir lui-même plutôt que de laisser son opposition, majoritaire au Parlement, le traîner vers des élections anticipées. En annonçant son intention de dissoudre la Knesset avant la fin juin et d'organiser un nouveau scrutin à l'automne, il clôt sa courte année au pouvoir – un record de brièveté dans l'histoire du pays.

Il referme une parenthèse de stabilité dans la longue crise qu'Israël traverse depuis 2019, en provoquant les cinquièmes élections en moins de quatre ans. Lundi soir, M. Bennett, issu de l'extrême droite religieuse, a préféré le « nous » au « je » pour tirer le bilan de son mandat, et expliquer encore une fois sa rupture avec son ancien mentor, Benyamin Nétanyahou, voilà un an. Dans un discours aux accents sacrificiels, il a estimé avoir tiré Israël du « *gouffre* » où l'entraînait l'ex-premier ministre, poursuivi pour corruption ; ce dernier luttait pied à pied contre le système judiciaire, les médias et les institutions, gangrenées selon lui par « *la gauche* ».

Lire aussi l'archive (2021) : Naftali Bennett, un improbable premier ministre issu de l'extrême droite religieuse israélienne

Implosion du parti

Non sans élégance, M. Bennett a cédé la place à son partenaire, le ministre des affaires étrangères centriste, Yaïr Lapid, qui assumera l'intérim durant la longue campagne à venir. Architecte d'une coalition inédite de huit partis, allant de la gauche à l'extrême droite, M. Lapid entend lutter contre « *les forces obscures qui menacent de nous détruire de l'intérieur* ». Lui qui avait orchestré la chute de M. Nétanyahou, après quinze ans de règne, dispose de quatre mois pour habituer l'électorat à ces mots : « *premier ministre Lapid* ». A la mi-juillet, il accueillera le président américain, Joe Biden, durant la première visite de son mandat en Israël. Son éventuel déplacement à Paris, en préparation, paraît en revanche compromis.

Lundi, M. Bennett a expliqué que sa coalition avait perdu les moyens de renouveler une série de lois qui entretiennent dans les territoires de Cisjordanie un régime d'apartheid, soumettant les Palestiniens à une occupation militaire, tandis que le droit israélien s'applique à quelque 450 000 colons, hors Jérusalem-Est. Ces lois d'exception, renouvelées par tous les gouvernements de gauche et de droite depuis la conquête de 1967, expiraient à la fin juin. Elles seront mécaniquement soumises à la prochaine Knesset.

Lire aussi : En Israël, le gouvernement Bennett vacille après un vote-clé

Il y a une ironie à voir ainsi tomber une coalition qui cherchait à mettre sous le boisseau le clivage idéologique entre Israéliens de gauche et de droite, sur le sort réservé aux territoires occupés – comme sur les relations entre l'Etat et le religieux. Sa chute a été actée par l'implosion du parti de M. Bennett, qui a perdu trois de ses sept membres originaux, et par la défection de deux députés arabes de la coalition, membres d'une petite faction islamo-conservatrice, la Liste arabe unie, et de la formation de gauche Meretz.

Il vous reste 48.73% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.